

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F  
pli fermé : 90 F et 45 F  
Abonnements de soutien :  
partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 339  
LE NUMERO : 2 F 50  
20 FB - 1 FS  
12 au 25 juin 1981

La politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy

## Le miroir aux alouettes

S'il fallait un seul exemple pour illustrer le « changement » tant promis par le gouvernement socialiste, on pourrait prendre celui de Plogoff. En décidant l'arrêt définitif de la construction d'une centrale nucléaire qui a rencontré une farouche résistance de la population locale, le gouvernement brûle ostensiblement le symbole d'une politique impopulaire. Pendant le même temps, il poursuit discrètement tous les chantiers ouverts et cherche

un site de remplacement à Plogoff. L'explication est simple : sa politique nucléaire devra rester fondamentalement la même, « indépendance énergétique de la France » oblige. Mais ce sera à quelques centrales près qu'il peut jeter sans danger en pâture aux citoyens, ce qui constitue une bonne occasion d'amorcer le « dialogue » local ou régional avec les pouvoirs publics.

C'est une démarche semblable qui est suivie dans les différents domaines, compte tenu de leurs aspects particuliers. Passons sur l'arrêt de l'extension du camp du Larzac, ou sur la suspension des essais nucléaires dans le Pacifique, dont il a fallu avouer le lendemain qu'ils étaient purement symboliques, et prenons la question de l'« extension des libertés », par laquelle tous les gouvernements mènent les citoyens par le bout du nez.

Le gouvernement a annoncé à son de trompe l'« arrêt des expulsions de travailleurs immigrés », mais il s'agit d'un arrêt temporaire, ce qu'on se garde de proclamer, et il ne s'applique pas aux cas d'« ordre public ». Tout le monde sait que l'ordre public est respecté quand les prolétaires travaillent et se taisent. Surtout, toute immigration nouvelle est interdite et on n'a nullement promis de régulariser tous les sans papiers. L'arrêt des expulsions ne pourra donc pas durer longtemps.

Mitterrand veut dissoudre à grand renfort de publicité la Cour de sûreté de l'Etat. Mais les lois au nom desquelles cette dernière punit les « atteintes à la sûreté de l'Etat » restent et celles-ci seront jugées par les tribunaux existants.

Defferre a proclamé son intention de « supprimer pour toujours » les écoutes téléphoniques, sauf, bien entendu, pour les cas de défense de la sûreté de l'Etat ou dans la lutte contre le banditisme. Cependant, le travailleur antillais qui lutte pour l'indépendance de son pays porte atteinte à la sûreté de l'Etat, le révolté qui se lance dans le « terrorisme » est un bandit, et le prolétaire qui veut préparer la révolution entre dans les deux catégories... On libère des prisonniers politiques, mais seulement une partie d'entre eux : juste de quoi se montrer libéral, mais tout en montrant que l'Etat existe bel et bien !

Et pourtant, même ces concessions de pure forme ont des limites très étroites. On a fait toute une démagogie sur les radios libres, mais on continue à brouiller les émissions pour « éviter une anarchie à l'italienne » ! La loi « sécurité et liberté », hier tant décriée ? Elle est aujourd'hui reconnue par Faure, le successeur de Peyrefitte, comme « globalement positive » ! Il n'est donc pas question de la liquider : à peine reviendra-t-on sur quelques détails inutilement tracassiers ou inefficaces ! Les QHS ? Ils sont considérés comme indispensables, mais le ministre veillera « personnellement » à ce

### DANS CE NUMERO

- La fonction du nouveau gouvernement de gauche
- Relance par la consommation populaire
- Italie, Brésil
- Grèves de la faim
- Leçons du Congrès de Livourne (1921)

que les prisonniers y soient bien traités...

Pour ce qui est du « train de mesures sociales » du 3 juin, la chose est un peu différente. Comme la classe ouvrière, même encore sous l'effet du somnifère réformiste, ne peut se nourrir seulement d'apparences, il faut bien faire quelques concessions. Mais elles sont, comme nous le montrons par ailleurs, calculées au plus juste pour entraîner la classe ouvrière à accepter un « calendrier de réformes » qui devrait rendre inutile le recours à la lutte collective. Cependant, Mauroy affirme en même temps que « le rythme du

(Suite page 4.)

## Le PCF à plat ventre

PC : « Parti Couché » ; PC : « Parti Carpette » ! Tels sont les qualificatifs charmants dont la bourgeoisie elle-même affuble ses larbins du PCF. Après avoir lancé pendant trois ans les anathèmes les plus fracassants contre un PS qui n'avait pas besoin de « virer à droite » pour faire une politique à 100 % bourgeoise, voici que tout d'un coup, « tout devient possible » pour parvenir à un accord avec lui.

Si le PS avait brutalement changé de position, avait en quelque sorte « gauchi » son programme, le PC pourrait essayer d'expliquer ce virage comme le résultat de sa fermeté et de sa persévérance. En réalité, c'est le contraire qui se produit. Le PS suit son chemin, et c'est le PC qui baisse toujours la barre au fur et à mesure que le PS hausse le ton. A l'odeur de la soupe, voilà que le PC passe carrément sous la table dans l'espoir de ramasser quelques reliefs qu'on voudra bien lui jeter. Un journal bourgeois a inventé le terme d'« à-plat-ventrisme » pour qualifier cette glorieuse attitude !

Pour comprendre cette conduite, il faut revenir à ce que nous avons écrit il y a deux ans dans un article consacré aux « tournants du PCF » :

« Les grands partis opportunistes n'ont pas la capacité d'encadrement de la classe qu'ils avaient autrefois en 1936 ou 45 ; ils sont devenus des partis de notables participant aux administrations locales, et de bureaucrates syndicaux faisant du lard dans les comités d'entreprise, les diverses instances locales et nationales de la Sécurité sociale, du Conseil économique et autres organismes de collaboration de classe, tandis que la perspective qu'ils donnent à la classe ouvrière est de plus en plus fade

(suite page 5)

### A NOS LECTEURS

Les nouvelles de l'acte de piraterie de l'Etat pied-noir d'Israël en Irak et de la nouvelle menace que l'impérialisme russe fait peser sur la Pologne nous parviennent alors que ce numéro est pratiquement bouclé. Nous invitons donc les lecteurs à se reporter au prochain numéro qui abordera ces questions brûlantes.

VIENT DE PARAITRE :

## programme communiste

N° 86

- Mitterrand Président
- La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Les bases du militantisme communiste
- Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste
- Les « trotskystes » contre Trotsky.

## Le PS, parti social-impérialiste

A la célèbre trilogie démagogique de 36, « le pain, la paix, la liberté », qu'il a reprise dans la campagne présidentielle, le PS, dans son manifeste adopté à Créteil, a eu soin d'ajouter « la France », pour bien rappeler que ce qui l'intéresse en fait, c'est la défense des intérêts de l'impérialisme français. On dira que cette position ne se distingue pas de la position de la droite classique, chauvine et nationaliste. Eh bien si, la différence existe : tandis que Giscard ou Chirac parlent le langage ouvert

En ce qui concerne l'attitude envers les deux super-puissances, l'astuce du PS consiste à les présenter comme impérialistes toutes les deux, alors que pour la droite seule la Russie est impérialiste. Le résultat est que le prolétariat est appelé à défendre son « propre » impérialisme non pas contre un mais contre deux super-grands. Certes la condamnation de l'impérialisme américain est plus discrète que celle de l'impérialisme russe, mais elle existe, et pas seulement dans l'aile gauche du Ceres (« J'aime les Américains, pas leur politique », écrit Mitterrand dans *Ici et Maintenant*, par exemple). Elle sert à dévoyer sur le terrain de la défense nationale les sentiments anti-américains et anti-impérialistes d'une partie de la classe ouvrière. Tout le discours hérité du gaullisme sur l'indépendance nationale, la non-réintégration dans l'OTAN, la nécessité d'une « redéfinition » des obligations découlant de l'Alliance atlantique va dans ce sens. Que la marge de manœuvre de l'impérialisme français à l'égard de l'impérialisme américain soit aussi étroite sous Mitterrand que sous Giscard ne doit

de l'intérêt, fût-il agrémenté de considérations plus ou moins « humanistes » sur le dialogue ou le dialogue Nord-Sud, le PS (mais aussi, bien entendu, le PC) est social-impérialiste, socialiste en paroles, impérialiste dans les faits et donc beaucoup plus dangereux pour le prolétariat dans la mesure où il s'efforce de recouvrir la politique impérialiste de considérations « socialistes ».

pas faire oublier le fait fondamental que cette marge de manœuvre est maintenant défendue au nom de « l'idéal socialiste ».

A l'égard de l'impérialisme russe le social-impérialisme français s'en donne évidemment à cœur joie : il dénonce l'invasion de l'Afghanistan, les menaces qui pèsent sur la Pologne (au nom bien sûr du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et, dans la foulée, il est pour le renforcement du potentiel militaire en Europe contre la menace russe (les SS-20) et pour l'installation des Pershing et des missiles de croisière américains. L'accord entre Schmidt et Mitterrand sur ce point ne s'est pas fait attendre et les Américains n'ont pu que se réjouir de voir que Mitterrand serait un allié tout aussi sûr pour eux que Giscard.

Mais c'est à l'égard des pays du Tiers monde et de l'Afrique en particulier que la position social-impérialiste prend toute son importance. S'inscrivant dans la tradition de la II<sup>e</sup> Internationale, le PS — et avec lui toute l'Internationale socialiste — habille la politique impérialiste classique aux couleurs du socialisme et lui

donne ainsi une couverture de gauche. Le soir même de son élection Mitterrand a appelé « les peuples épris d'indépendance et de liberté » à se tourner vers la France, c'est-à-dire en clair à ne succomber ni aux sollicitations de l'impérialisme russe ni à celles de l'impérialisme américain. Pour la France il s'agit là d'une question vitale : il y va de la place qu'elle occupe dans le monde et qu'elle doit préserver coûte que coûte sous peine d'être entraînée irrémédiablement dans le déclin. Dans le manifeste de Créteil déjà cité, où le PS fait part de son « violent amour de la France » et déclare solennellement que la France « n'est pas une puissance moyenne », il est dit explicitement que l'Afrique et les pays méditerranéens sont indispensables à la sécurité de la France. Cela vaut aussi bien sur le plan stratégique qu'en ce qui concerne les approvisionnements en matières premières et les débouchés commerciaux et financiers.

Pour les pays méditerranéens, Delors avait expliqué au colloque du PS tenu en septembre dernier que la France était

(Suite page 2.)



## L'Italie des référendums et des scandales

Le 17 mai, les électeurs italiens étaient appelés à répondre à cinq questions portant sur le maintien ou l'abrogation de quatre lois. La première, qui autorise l'avortement de façon encore plus restrictive et conditionnelle qu'en France, était remise en cause aussi bien par les adversaires de tout avortement que par les partisans d'une libéralisation complète. Les trois autres lois portent sur l'« ordre public », en particulier celle de 1979, qui instaure le prolongement de la détention préventive jusqu'à onze ans pour les délits de terrorisme !

A une très large majorité, les électeurs se sont prononcés pour le maintien de toutes les lois en question, à la grande satisfaction des gros partis de la démocratie.

Cette consultation, où l'électeur était interrogé pêle-mêle sur l'avortement et le port d'arme, a pris des formes dignes de la Commedia dell'Arte. « L'extrême complication des questions posées, contraignant l'électeur à une gymnastique intellectuelle ou ne mentionnant même pas l'objet exact du référendum, sinon à travers des références législatives... » (comme dit *Le Monde*), la ridiculisait d'avance.

Mais de toute façon, la réponse des urnes était facile à prévoir. Tout l'appareil démocratique prônait le maintien de la capacité répressive de l'Etat, et en appelait à la peur de la petite bourgeoisie devant les troubles et la lutte prolétarienne. Les partis de l'ordre jouaient ainsi ouvertement leur rôle. Celui des « radicaux » était beaucoup plus sournois : ces instigateurs des référendums ont essayé de faire croire aux ouvriers qu'ils peuvent se défendre contre la répression bourgeoise en faisant appel à la légalité bourgeoise dans ce qu'elle a de plus bêtement démocratique.

Pour les prolétaires qui se laisseraient éblouir ici aussi par le miroir aux alouettes de la « démocratie directe » qu'un

Brice Lalonde a invoqué pendant la campagne présidentielle, la leçon est claire : les « initiatives référendaires » n'ont fait que confirmer la légitimité des lois votées par le Parlement ; elles renvoient donc à lui en sanctifiant son rôle. Qu'il s'agisse donc de l'avortement, de la répression, ou plus généralement de la défense contre le capital et son Etat, il n'y a qu'un seul moyen : la lutte de classe !

\*

Moins de dix jours après cette farce, un énorme scandale secoue l'appareil de l'Etat italien. Une loge maçonnique, la « Loge P.2 », ultra-secrète, regroupait plus de neuf cents personnalités haut placées, ministres, officiers d'état-major, hauts fonctionnaires, industriels, etc., et apparaissait comme un véritable « pouvoir occulte ». La crise politique qui résulte de la découverte oblige le gouvernement à démissionner.

Ce genre de scandale résulte du fait que les heurts entre fractions et coteries rivales de la bourgeoisie deviennent plus difficiles à contenir, et finissent donc par apparaître au grand jour. En aiguisant la concurrence entre cliques bourgeoises, la crise capitaliste fait donc davantage pour « déstabiliser » l'Etat capitaliste que le courage et l'esprit de sacrifice des terroristes qui pensent « frapper l'Etat au cœur » en liquidant un président de la Démocratie chrétienne, en exécutant un officier de carabinieri, ou en enlevant un juge.

Cependant, pour qu'une telle crise prenne toutes ses dimensions politiques et devienne vraiment déstabilisatrice, il faudrait que la classe ouvrière puisse profiter des querelles qui affaiblissent son adversaire pour avancer ses exigences propres et gagner des points dans la lutte contre la bourgeoisie et son Etat. Il faudrait donc que la crise « interne » à la classe dominante devienne une crise sociale mettant aux prises les classes so-

ciales antagoniques. Sans cet élargissement de la brèche mécaniquement créée par le scandale, il est fort possible que la bourgeoisie parvienne à la refermer. Il se peut même que la saignée opérée par l'élimination de 962 grands commis civils et militaires de l'Etat ait un effet salutaire sur l'organisme de l'Etat et sur la domination bourgeoise, en les rendant plus vigoureux, jusqu'à... la prochaine crise, car évidemment le capitalisme continue son travail souterrain et puissant.

Tout cela, les bourgeois et leurs larbins le savent d'expérience. Aussi se précipitent-ils au service de l'Etat, en promettant de le « moraliser », de le « rendre plus propre », de le placer au-dessus des querelles de factions et même au-dessus de la lutte des classes !

Pour eux, le scandale ne réside pas dans les faits eux-mêmes, mais dans la publicité malheureuse qu'ils donnent à la nature de l'Etat. Car en réalité cette infiltration de groupes d'influence occultes dans l'appareil de l'Etat démocratique ne constituent pas une exception, mais la règle. Derrière sa façade démocratique, l'Etat n'est rien d'autre, précisément, que l'instrument des intérêts de la bourgeoisie, et il est évident que les diverses fractions essayent plus ou moins sournoisement de le contrôler pour leur propre compte. La « Loge P.2 » n'est que l'émule et le concurrent de la Mafia, de l'Opus Dei, et tutti quanti... De ce point de vue, d'ailleurs, la France de la V<sup>e</sup> République avec son affairisme effréné n'a de leçons à recevoir de personne : gageons que même habillée de neuf par un gouvernement de gauche, elle ne fera pas mentir sa solide tradition de tripotages, copinages et canailleries en tous genres !

Référendums et scandales, les faits montrent clairement que les prolétaires n'ont rien à défendre ni à réformer dans l'Etat bourgeois, mais doivent lutter pour le détruire.

## La justice frappe les ouvriers turcs

*On se souvient de la grandiose grève des ouvriers du textile à Izmir en février 1980, qui s'était transformée rapidement en occupation de l'usine et en insurrection de tout un quartier. Nous l'avions alors saluée comme l'annonce de la montée vers le cœur de l'Europe hypercapitaliste de la vague de lutte de classe en plein essor dans les pays dits en voie de développement. Quelques mois plus tard, l'été polonais confirmait la prévision.*

*La bourgeoisie, elle aussi, avait compris le sens des événements. Le coup d'Etat militaire n'a pas tardé. Comme d'habitude, il s'agissait de sauver la démocratie, au besoin par des méthodes pas entièrement démocratiques. Et voilà que la bourgeoisie apure ses comptes. La Süddeutsche Zeitung des 30-31 mai nous apprend que « un tribunal militaire a condamné 187 ouvriers turcs à des peines allant de 2 à 28 ans de détention. Ces ouvriers avaient participé en février 1980 à la grève et à l'occupation de l'usine de la société d'Etat Taris. Comme on sait, cette action était dirigée contre le plan de licenciements massifs présenté par le gouvernement conservateur Demirel de l'époque, et a conduit à des batailles de rue qui ont duré plusieurs jours entre les forces de l'ordre et les manifestants du quartier ouvrier d'Izmir. L'accusation portait sur l'occupation d'usine, la destruction de la propriété de l'Etat et la résistance à l'armée ».*

*Décidément, la bourgeoisie a la main lourde dès qu'il s'agit de protéger sa sacro-sainte propriété privée ou publique, et d'imposer les lois du capital. Ces 187 prolétaires sont emprisonnés pour avoir fait grève et défendu leurs conditions de vie et de travail, sans craindre un affrontement ouvert avec les forces de l'ordre.*

*Qu'ils demeurent dans le livre des souvenirs et leçons de la classe ouvrière de Turquie et du monde !*

## Mur du silence autour des grèves des mineurs des deux Amériques

A l'heure où nous écrivons, on ne sait pas encore si les mineurs de l'Union of Mineworkers, en grève aux Etats-Unis depuis le 27 mars, ont voté pour ou contre l'accord conclu entre syndicats et patrons. Ils s'étaient mis en grève contre le projet de renouvellement des conventions triennales, et rien ne dit qu'ils acceptent l'accord et ne continuent pas leur action. De toute façon, même si elle n'a pas pris les formes violentes de celle d'il y a trois ans, qui n'a duré que 11 jours mais qui a fait trembler toute la bourgeoisie yankee, cette grève est une des plus longues et compactes des cinquante dernières années, pourant riches en luttes formidables des « gueules noires » d'Amérique.

Ce n'est pas pour rien que la presse internationale l'a entourée d'un mur de silence. Après avoir annoncé discrètement son début, elle n'y a fait que quelques vagues allusions par-ci, par-là, pour ne pas exciter la curiosité morbide du public et surtout des prolétaires. Pourtant, le *Financial Times* du 28 avril reconnaissait que la grève, qui « dure depuis un mois », commençait à avoir « un effet sérieux sur les exportations de charbon : le trafic du port de Hampton Roads s'est réduit à un maigre ruisseau » ; un mois plus tard, *Le Monde* évoque le 20 mai l'incidence de l'arrêt de travail des mineurs sur le taux d'augmentation de la production des USA. Sans être aussi violente et âpre que celle de 1978, cette grève a donc jeté l'alarme dans le monde économique et commercial, et pas seulement aux Etats-Unis.

Il est possible que les gueules noires des Monts Appalaches, isolés du reste de la classe et du monde, aient accepté le 6 juin un accord qui ne leur donnait pas vraiment satisfaction : plus de deux mois sans salaire, il faut le faire. De toute façon, leur

(Suite page 4.)

## Tendances du mouvement ouvrier au Brésil

Après dix ans de « calme social », l'agitation a repris à grande échelle en 1978. Mais c'est la lutte prolétarienne qui lui donne son contenu essentiel. En 1979, 430 grèves ont touché 3,3 millions de travailleurs, soit 9 % de la population active. Le cœur du mouvement est constitué par les 500.000 métallos

### L'évolution du mouvement de grève

La première vague, celle de 1978, a été totalement spontanée. Mais elle a donné aux ouvriers confiance dans leur force collective, et elle a permis de dégager des avant-gardes qui joueront un rôle dirigeant dans les luttes suivantes.

Dans les grèves de 1979 et de 1980, la spontanéité a déjà cédé la place aux éléments de préparation et d'organisation de la lutte. C'est ainsi que les grèves de l'ABC de 1979 ont fréquemment rassemblé plus de 80.000 métallos dans les réunions organisées par les délégués syndicaux, et ce malgré les fortes intimidations et la répression sévère de la police.

La presse a beaucoup parlé ici de ces délégués dirigés par le célèbre Lula, qui a été plus tard comparé à Walesa. Elle n'a pas insisté sur le fait qu'ils ont tenté, avec l'aide des groupes de quartier notoirement influencés par l'Eglise, de contenir le mouvement sur le terrain le plus étroitement « salarial », l'inondant de surcroît des sempiternels appels à la « non-violence » et à une vague « justice sociale ».

Ce qu'elle s'est bien gardée de mettre en relief, c'est qu'une opposition combative à cette direction officielle a pu prendre appui sur les commissions d'usine nées en 1978, et qu'elle les a réunies en comités de grève régionaux qui se sont efforcés de mener la grève contre le collaborationisme des directions syndicales. Il va sans dire que ces organisations ont été soumises à une répression policière extrêmement violente, leurs membres licenciés, emprisonnés, assassinés.

Les grèves de la métallurgie de 1979-80 ont marqué le sommet d'une vague qui se trouve aujourd'hui dans une phase de reflux, accentuée par la répression, les listes noires, les licenciements, etc. Mais nous ne doutons pas que l'approfondissement de la crise économique et sociale,

du triangle de l'ABC (São André, São Bernardo, São Caetano) dans la région de São Paulo, auxquels le haut degré de concentration industrielle donne un rôle organisateur et dirigeant à l'échelle du pays.

qui prend des proportions bien plus fortes au Brésil qu'ici en Europe, donnera de nouvelles explosions. Et ces luttes seront d'autant plus efficaces que l'on pourra mieux surmonter les défauts que la lutte a mis en lumière, et qui sont en partie inévitables à ce stade du mouvement, qu'il s'agisse du manque de coordination des organismes de lutte, du manque de continuité de leur action, des faiblesses qui se sont manifestées dans l'orientation de la lutte elle-même.

### Le rôle de la bonzerie démocratique

Ces faiblesses sont en réalité l'héritage de plus d'un demi-siècle de contre-révolution, qui a privé la classe ouvrière de ses organes de lutte en soumettant parti et syndicats à la bourgeoisie, et ce, à l'échelle internationale. Cela permet de comprendre pourquoi les avant-gardes qui commencent à se dégager aujourd'hui ont beaucoup de mal à se décanter malgré de fortes poussées de lutte prolétarienne, et pourquoi elles disparaissent souvent, victimes des tourbillons de la lutte, en laissant peu ou pas du tout de traces apparentes dans les périodes de reflux.

En même temps la lutte des classes a, tout comme la nature, horreur du vide : la place que les tendances de classe et le parti ne parviennent pas encore à conquérir sont naturellement occupées par d'autres forces, en particulier celles qui émanent de la classe dominante et de son Etat, et la raison en est simple : elles ont maintenu un réseau organisationnel et une continuité d'action au contact de la classe qui leur permet, grâce à des oppositions tactiques et non de principe à la politique officielle, de prolonger la confiance des travailleurs en elles.

Au Brésil, comme dans toute l'Amérique latine et même en Pologne, comme

les récents événements l'ont montré, ces forces sont constituées par l'Eglise et une aile du syndicalisme officiel (on dit au Brésil le *peleguismo democrático*, car un *pelego* est un bonze syndical), liés entre eux et servis en fait par toute la gamme des courants petits-bourgeois ayant conquis une influence dans la classe ouvrière, comme l'ex-maoïsme, le PC, l'ex-guevarisme, le trotskysme et d'autres groupes spontanéistes de moindre importance.

Il est indéniable que ces forces ont contribué à l'organisation des luttes : en 1979, par exemple, l'Eglise recueillait argent et nourriture pour les grévistes pendant que le courant syndical de Lula, Marcilio et Cie organisait assemblées et piquets. Les différents immédiatismes d'« extrême gauche » y voient la preuve que ces forces peuvent être utilisées dans un sens révolutionnaire, et ils en tirent toutes les conclusions pratiques en entrant dans le Parti du Travail (PT) formé par les *pelegos*. Nous y voyons, nous, une limite et une faiblesse dramatique du mouvement ouvrier. La preuve en est donnée par l'orientation imprimée aux grèves, qui est restée pacifiste et réformiste, canalisée dans un effort pour l'« ouverture démocratique » de la dictature militaire, c'est-à-dire de collaboration des classes.

Les bourgeois savent parfaitement distinguer entre adversaires et partenaires. A ces derniers, ils ont proposé un « pacte social contre la récession », tout en leur rappelant leurs responsabilités vis-à-vis de l'économie nationale. Un des aspects de ce pacte est l'adoption d'une politique salariale fondée sur des augmentations semestrielles impératives pour tous les secteurs. Un autre aspect est la reconnaissance légale du Parti du Travail.

(Suite page 6.)

# La fonction du nouveau gouvernement de gauche

Le nouveau gouvernement PS se nourrit abondamment de la mythologie du Front populaire. Il vient pourtant au pouvoir dans des conditions, et par conséquent, avec des objectifs sensiblement différents.

## Caractère de la crise internationale et délais par rapport à une nouvelle guerre

En 1936, le monde entier se débat depuis plus de 25 ans déjà dans une période d'instabilité et de secousses de tous ordres : une période de guerres et de révolutions. Une première bouche mondiale a déjà repartagé le monde entre l'Amérique, l'Angleterre et la France. Elle a été arrêtée par une puissante vague révolutionnaire en Europe centrale et orientale. Mais l'impérialisme s'est révélé plus fort.

Pourtant il n'a pas surmonté ses contradictions. En 1929 éclate la plus terrible crise économique jamais connue. Les économies s'effondrent. La production baisse de 30 à 50 %. Le chômage atteint aux Etats-Unis ou en Allemagne 1 ouvrier sur 4 !

Depuis 1926, l'Etat prolétarien de Russie est définitivement tombé aux mains du stalinisme, qui a opéré sa transformation en Etat national bourgeois « ordinaire » intégré dans l'ordre établi international. Mais il dispose d'une énorme influence sur le mouvement ouvrier international par le biais d'une Internationale entièrement dégénérée et domestiquée. Si la révolution s'éloigne, de nouvelles guerres impérialistes sont inévitables.

La victoire du nazisme en 1933 dans l'Allemagne vaincue et frappée de plein fouet par la crise implique clairement le risque de la marche à la guerre. En 1934 est signé le pacte Laval-Staline, par lequel la Russie reconnaît la nécessité d'une « France militairement forte ». La démocratie française jusque-là dénoncée comme l'impérialisme le plus agressif et le plus dangereux en Europe, est devenue en un clin d'œil un défenseur du socialisme, de la paix et de la civilisation. Bref, on se prépare activement, de part et d'autre, à un affrontement devenu imminent.

La situation internationale a aujourd'hui de nouveau conduit, après trente ans d'expansion et de « prospérité », à une nouvelle période d'instabilité et de crises capitalistes, surtout depuis le tournant de 1974-75. La crise productive de 1981 est sans doute plus grave que celle d'il y a six ans. Mais encore rien de semblable à l'effondrement des années trente, sauf dans quelques pays de la périphérie du capitalisme. Les relations internationales s'enveniment tous les jours. On voit bien que les forces contestant le partage du monde de Yalta deviennent

plus puissantes, mais on n'a pas encore vu de retournements spectaculaires d'alliances de la part de pays clés comme l'Allemagne ou le Japon. La course aux zones d'influence s'accélère, mais aucun point vital pour l'un des deux super-impérialismes, comme les champs pétrolifères du Moyen-Orient, n'a encore brutalement changé de camp. Bref, une nouvelle guerre est devenue l'issue historique de la période dans laquelle nous sommes entrés si la révolution ne lui coupe pas l'herbe sous le pied, et tout le monde s'y prépare. Cependant, les préparatifs de guerre n'ont vraisemblablement pas encore l'urgence qui avait donné au Front populaire le caractère d'une mobilisation du prolétariat pour la guerre impérialiste sous le drapeau de l'antifascisme.

Le gouvernement Mauroy dit sans doute la vérité lorsqu'ils se fixe comme objectif « l'adaptation de l'appareil productif ». L'objectif immédiat est encore la guerre économique, même si toute la politique de l'impérialisme, aussi bien en Europe qu'en Afrique, dans les rapports entre les grands ainsi que dans sa propagande vis-à-vis des masses prolétariennes doit tenir compte de la transformation possible à terme de la guerre économique en conflagration militaire généralisée.

## Situation du communisme révolutionnaire

L'influence du parti est encore extrêmement faible aujourd'hui. Cependant, à la différence de 1936, où toute la théorie marxiste était à restaurer et les leçons de la contre-révolution à tirer, aujourd'hui elles le sont ; le parti existe en tant qu'organisation menant une activité régulière, continue et homogène sur ces bases. Les facteurs politiques qui pèsent sur l'activité du parti ont également profondément changé.

Le prolétariat des années trente après l'espoir de la révolution russe est marqué par les défaites d'octobre 1923 en Allemagne, avril 1927 en Chine et janvier 1933 en Allemagne, et l'impuissance provoquée par la brutalité de la crise et la politique imprévisible de ses chefs.

Les élans de combativité ouvrière n'ont pas manqué cependant : depuis la révolte armée des ouvriers de Linz en Autriche en février 1934, l'insurrection des Asturies en octobre 1934, les occupations de juin 36 en France, le soulèvement de juillet 36 en Espagne. Mais toutes les tentatives d'indépendance de classe sont matées ou elles sont canalisées et stérilisées dans des fronts démocratiques. Au lieu de donner force à des ailes extrêmes, la situation pousse au contraire ces groupes, désorientés par les tournants du stalinisme, la dénaturation de la théorie et une action sans principes, vers l'« unité » à tout prix.

Aujourd'hui la fin du cycle d'émancipation coloniale et la crise de 75 ont elles aussi provoqué un alignement des courants politiques radicaux national-révolutionnaires dans le Tiers monde, et de la vague « gauchiste » des pays impérialistes, dans le lit de l'ordre établi. Cependant le mythe du « socialisme à l'est » est bien usé. Celui des « communismes » chinois, cubain ou vietnamien s'est écroulé plus vite encore. Et de tous les courants du « marxisme » prétendument officiel, personne ne parle plus de révolution, de dictature, encore moins de violence, mais seulement de démocratie, de réformes, d'économie nationale. Quant aux « marxismes » ex-contestataires, qu'il s'agisse des maoïstes désormais aplatis ou des trotskystes aujourd'hui ralliés, ils confondent les voies de la révolution avec celles de gouvernements de gauche ou de défense d'un bloc impérialiste contre l'autre : ce sont des armes bien peu convaincantes à l'heure où la crise pousse à la révolte, à la lutte organisée, à la préparation des luttes contre la classe capitaliste et ses Etats, à l'heure où se dessine une nouvelle vague ouvrière qui a resurgi dans la périphérie et se rapproche déjà, avec les grèves de Pologne, du cœur de la vieille Europe capitaliste.

Dans une telle situation, des avant-gardes ouvrières doivent être poussées, à la différence des années trente, à chercher les armes théoriques loin des écoles politiques du communisme « officiel » et des socialismes prostitués, ce qui est une condition favorable au retour au marxisme révolutionnaire. Dans ces conditions, un gouvernement de gauche peut être une expérience utile pour accélérer le regroupement de prolétaires d'avant-garde autour du parti marxiste internationaliste.

## Ce que valent les amortisseurs de la lutte prolétarienne

En 1934-38, le capitalisme français a pu jouer à fond sur les « réflexes républicains » forgés dans la longue lutte commune entre la classe ouvrière et la bourgeoisie « de gauche », réflexe désormais mis au service de l'impérialisme. Mais ce puissant amortisseur politique a dispensé dans une certaine mesure la bourgeoisie française de mettre en place avec autant d'acharnement que ses voisins des amortisseurs sociaux à la lutte de classe. Des systèmes de « garantie », de « sécurité sociale » au sens propre du terme ont été malgré tout élaborés après la guerre, mais ils n'ont pas pris les proportions acquises ailleurs. Des mécanismes de participation des travailleurs à la redistribution des miettes ont bien été disposés dans les municipalités, et avec des institutions comme les comités d'entreprises ou le Conseil économique et social. Mais les autres bourgeoisies ont fait mieux. Surtout, à part les conventions collectives de 36, puis l'organisation de la fonction publique en 45, un énorme retard a été pris dans la construction d'un réseau systématique de négociations permanentes, d'arbitrage obligatoire, d'endiguement légal des journées de grève, d'institutionnalisation des syndicats.

Or les amortisseurs politiques qui ont servi hier s'affaiblissent pour mille raisons : élimination de la paysannerie et des vieilles couches petites-bourgeoises, usure des partis opportunistes. Tandis que la modernisation du capitalisme exige ce nouveau tissu de relations sociales grâce auquel la bourgeoisie peut espérer s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes salariées pour endiguer la lutte prolétarienne.

Le Front populaire avait entrepris cette tâche, mais sans succès du fait de la prédominance de petites entreprises hostiles à toute institutionnalisation des syndicats. Le nouveau gouvernement en fait un objectif central, avec le social-démocratie, que le gaullisme n'a pas su mettre en application à grande échelle. Il faut à tout prix disposer les filets de tissus de négociations tous azimuts, avant une éventuelle lutte sociale, afin de pouvoir mieux l'entraver. C'est une tâche préventive, à froid, qui diffère de la tâche d'endiguement à chaud du Front populaire.

## Concessions et lutte ouvrière

La victoire du Front populaire fut précéedée par une puissante mobilisation politique qui partit du « réflexe républicain » devant les manifestations de février 1934. La classe ouvrière attendait de l'unité retrouvée un barrage « au danger fasciste » sans voir que si son unité se réalisait sur la défense de la démocratie et de la « légalité républicaine », il n'était pas besoin du fascisme, comme en Allemagne, pour l'entraîner dans l'effort de guerre.

Cependant son expérience lui enseignait qu'un gouvernement de gauche ne pouvait suffire à soulager son sort, si elle n'y mettait du sien en exerçant une pression directe sur la classe capitaliste. Ainsi la victoire électorale du Front populaire déclencha-t-elle une puissante vague de grèves que le PS, le PC et la CGT réunifiées se mirent en demeure d'endiguer, de canaliser au plus tôt en lâchant un certain nombre de concessions (40 heures au lieu de 48, augmentation de salaire de 10 à 20 %, congés payés) ; quitte à les reprendre ensuite.

Il saute aux yeux que les conditions politiques et même la psychologie de la classe ouvrière sont différentes aujourd'hui. De la mythologie de 1936, la classe ouvrière a retenu non pas l'idée qu'il avait fallu une puissante grève pour obtenir les revendications auxquelles ni le PS ni la CGT n'avaient pensé donner satisfaction (du moins si rapidement), mais celle qu'un gouvernement de gauche doit apporter, par sa seule existence, des concessions à la classe ouvrière. Quant aux forces qui théorisent, comme le PC et les restes du gauchisme dégénéré, que l'action du gouvernement doit être épaulée par une pression de la base contre le patronat, cette théorie ne sert qu'à tracer à l'avance les canaux par lesquels dérivera une éventuelle réaction de la classe ouvrière vers une illusoire collaboration avec l'Etat contre les capitalistes.

Cette psychologie collective explique l'attentisme de la classe ouvrière : elle attend de voir le gouvernement à l'œuvre. De toutes façons, la classe ouvrière, nourrie d'une longue habitude de paix sociale qui l'a empêchée de se former une tradition et des réflexes de lutte est prête, même dans ses secteurs les plus avancés, à « faire l'expérience » des petits pas et des calendriers, s'il est encore possible d'éviter la lutte. Cependant l'idée que si l'expérience échoue il faudra bien se résoudre à combattre, finit par faire son chemin, ici et là.

En tout cas, les concessions faites en 1936 semblent aujourd'hui trop grosses à tout le monde, à Séguy comme à Maire et à Bergeron, qui ne veulent même pas un « Grenelle à froid », de peur que la classe ouvrière, animée par le souvenir de mai 68, ne se mette dans l'idée d'en attendre les mêmes résultats !

Le problème, comme l'explique Delors, est de « ne pas en faire trop », afin de ne pas gêner l'économie nationale dans la guerre commerciale ; ni « trop peu », pour donner au moins l'impression du changement et avoir le temps de disposer les chausse-trappes contre la lutte de classe.

La marge est étroite ; nous nous en réjouissons et le gouvernement lui-même sait très bien que la situation internationale lui fait courir le risque d'une explosion sociale « prématurée ». Cependant il fait tout pour en limiter les conséquences.

La propagande la plus nette contre toute collaboration avec le gouvernement, mais aussi l'organisation de la pression collective à partir des réactions ouvrières mêmes les plus faibles et les plus isolées, sont des nécessités vitales dans cette période critique. Pour obtenir plus que ce qui est promis et plus vite, et éviter les contre-parties inévitables que la bourgeoisie mettrait à des concessions obtenues sans lutte. Pour disposer d'un tissu de liens de classe indépendant du tissu de négociations que la bourgeoisie veut tendre, et préparer ainsi les conditions pour féconder les luttes qui viendront nécessairement, et œuvrer ainsi à ouvrir une issue révolutionnaire à la crise capitaliste.

## Le miroir aux alouettes

(suite de la page 1)

changement doit être adapté aux ressources disponibles », c'est-à-dire aux possibilités des entreprises de faire suffisamment de profits pour se restructurer, investir, bref, « mener la guerre économique » sur les marchés nationaux et internationaux.

Or comme tout le monde sait que la crise économique ne peut que s'approfondir à terme, la déconvenue risque d'être grande pour la classe ouvrière si elle acceptait le marché. En tout cas, le gouvernement espère bien que lorsque l'heure des désillusions sonnera, il aura déjà pu disposer le fameux tissu social de négociations tous azimuts avec lequel il espère paralyser les réactions ouvrières.

Là aussi donc, la limite du changement est vite atteinte. Mais là où il se réduit à zéro, c'est dans l'armée : les soldats ont été avertis que même les comités-bidon entièrement faits pour collaborer avec la hiérarchie militaire, qui existent en Hollande ou ailleurs, ne sont pas de mise dans l'armée française. La discipline doit être une et incontestée, Hernu l'a affirmé. La raison en est simple : une hiérarchie militaire forgée dans la répression

ouvrière et les guerres coloniales n'a pas beaucoup de souplesse, et elle ne veut pas être gênée dans ses mouvements si les filets démocratiques de la négociation et de la participation se révélaient insuffisamment efficaces pour entraver les mouvements de la classe exploitée !

Illusion du changement pour la classe exploitée, mais assurance de la continuité du capitalisme et de l'Etat, garant des privilèges bourgeois ! La meilleure illustration n'est-elle pas le maintien en place de tous les préfets désignés par le régime précédent (seulement trois ont démissionné). Grimaud, le préfet de police de 68, bras dessus bras dessous avec Régis Debray, l'ex-romantique de l'anti-impérialisme : là voilà la « réconciliation nécessaire de la communauté nationale » ! Oubliées les querelles suscitées par la société bourgeoise pour faire face à la menace grandissante de la classe ouvrière de rompre avec des décennies de « réconciliations » avec le capital !

C'est à transformer cette menace en certitude que doivent travailler, avec les communistes révolutionnaires, tous les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe !

# Relance par la consommation populaire ?

Sous une forme affadie, moins claire, on a vu réapparaître dans les discours électoraux de la « nouvelle majorité » le thème cher au PCF de la relance de la consommation populaire (\*). Jacques Delors déclarait par exemple le 1<sup>er</sup> juin dans le *Nouvel Observateur* : « Les mesures de caractère social auront un effet de relance sur l'économie en même temps qu'elles concrétiseront le souci du président de la République de venir en aide aux plus défavorisés ».

Un tel argument semble inspiré du bon sens, face au gâchis frappant du capitalisme, forcé de détruire des produits qui ne trouvent pas d'acheteur. Créer de nouveaux acheteurs en augmentant les salaires ne serait-il pas une solution ? Mais la fonction essentielle de ce genre de thème, c'est de laisser croire à une harmonie possible entre les intérêts des ouvriers et ceux du capitalisme. On voit pourtant — et Marx l'a démontré scientifiquement — que la tendance fondamentale du capitalisme est de faire pression sur les salaires, d'extorquer aux ouvriers le maximum de plus-value, d'une part en augmentant la quantité de valeur produite, l'intensité du travail, d'autre part en réduisant au moins la proportion de valeur réservée aux producteurs sous la forme du salaire... Illusion, catastrophisme, courte vue, ont découvert nos docteurs-miracles !

Il y aurait un moyen d'arranger tout cela et d'aplanir les contradictions (but constant des efforts réformistes). Que les ouvriers aient plus de moyens pour acheter : finie la stagnation, l'économie galvanisée, la machine pourra se remettre à tourner sans être, de plus, soumise aux aléas des marchés extérieurs. Produits et consommations français...

Cette recette-miracle n'a rien de nouveau : pratiquement depuis que le capitalisme existe, il se trouve à chaque génération un ou deux magiciens réformistes pour la sortir du chapeau : le vieux

Dürring combattu par Engels, Hobson, puis Kautsky, avec leurs « sermons de curés » sur la consommation ouvrière ridiculisés par Lénine...

Hélas, le miracle se heurte à chaque fois à la dure réalité des faits. D'abord, la demande ouvrière ainsi créée, à moins d'un dirigisme impensable dans l'économie actuelle, risque fort de ne pas rester exclusivement tricolore : elle se portera plus vraisemblablement sur les jeans américains ou sur les cassettes « made in Hong-Kong » que sur le mouchoir de Cholet. De là la sottise et la myopie des solutions nationales à une crise internationale.

Le PC prétendait combler cette lacune par une autre recette, dont l'absurdité n'exige même pas d'être démontrée : cesser d'importer... tout en exportant toujours plus ! Et comment imposerait-on aux autres capitalismes nationaux cette solution à sens unique ? Par la seule force persuasive de nos cocoricos ? Le PS a mis une sourdine à ces sornettes protectionnistes, que le PC était d'ailleurs bien incapable de soutenir jusqu'au bout dans la pratique.

Mais ce n'est qu'un aspect de la question. L'appareil de production capitaliste ne produit pas que des biens de consommation : il produit aussi les moyens de production nécessaires pour fabriquer ces biens, machines, matières premières, etc. Etant donné la révolution perpétuelle des techniques, la part de ces biens « lourds » dans une économie moderne ne cesse de croître. Imaginons donc même une augmentation générale des salaires de 10 %, dont la majeure partie serait utilisée pour la consommation : l'effet ne serait pas d'accroître de 10 % l'ensemble de la production nationale, mais, en tenant compte de sa répartition sur les produits de tous les pays et de la part réduite de ces biens dans l'appareil productif, peut-être au mieux, de 1 à 1,5 %. Sursaut dérisoire quand les hypothèses économi-

ques préconisent des taux de croissance de 6 à 8 % pour « sauver le pays de la crise », comme dit le PCF.

S'il est vrai qu'une augmentation importante des salaires peut donner quelques beaux jours aux grandes surfaces et aux petits épiciers de quartier, à l'échelle de la production nationale, les chantres de la consommation populaire ressemblent donc à des gens qui voudraient remettre un camion en route avec un verre d'essence. Ou plutôt un dé à coudre, car il ne s'agit même pas aujourd'hui d'une augmentation générale de tous les salaires, mais de 10 % seulement pour le SMIC, surtout pas répercuté sur l'ensemble des salaires.

Aussi le PS conserve-t-il un flou artistique autour de cette « relance », et fait-il alterner ce thème avec les bons vieux rappels barristes à la modération nécessaire et au « risque d'inflation » : sous ces termes repaît la nécessité pour le capitalisme de faire pression sur les salaires. Nécessité prioritaire, et bien plus décisive pour sa santé que les dérisoires impulsions de la consommation populaire qu'il envisage d'accorder.

S'il faut augmenter cette consommation populaire, ce n'est pas pour remonter l'économie, mais parce que les travailleurs en ont un urgent besoin. Cette urgence ne va pas providentiellement dans le sens de l'intérêt du capital : elle s'y heurte, et c'est pourquoi les travailleurs doivent arracher par la lutte ces augmentations nécessaires, et se préparer par là-même à détruire les bases d'un système anarchique, contradictoire, qu'aucune « recette de bon sens » ne saurait orienter vers la satisfaction des besoins de tous.

(\* Voir la critique développée de cet argument dans *Programme communiste* n° 68, octobre-décembre 1975.

# Comités de soldats et discipline

Au moment de l'affaire des « comités de soldats » en décembre 1975 le PS avait expliqué qu'il était pour « la mise en place de comités représentatifs, élus au scrutin secret par tous les soldats dans chaque unité ». Ces comités devaient pouvoir « se prononcer sur tous les aspects de la vie quotidienne dans les casernes et les camps », et le parti socialiste rappelait que des dispositions de ce type existaient déjà « dans plusieurs pays d'Europe occidentale » (Le Monde du 9 décembre 1975).

1981 : le PS est au pouvoir, Hernu est ministre. Sa première déclaration publique, à la télé, aux Dossiers de l'écran, devant quelques millions de citoyens-soldats, a été de s'engager à dissoudre les comités de soldats « s'il devait s'en trouver ici ou là dans les armées ».

Revirement ? Pas du tout.

En 1975 le PS expliquait que les comités devaient garantir le « respect d'une discipline nécessaire ». En 1981 il explique que l'existence des comités est contradictoire avec la discipline. Ce qui commande c'est la discipline. Celle-ci n'est-elle pas la force principale des armées ?

## CHARADE

Mon premier a été ministre de Pompidou.

Mon deux a été conseiller de Chaban.

Mon trois a été nommé à Bruxelles par Giscard.

Mon quatre a été PDG de Renault pendant 20 ans.

Mon cinq est un colonialiste notoire.

Mon six est un matraqueur de mai 68.

...

Mon tout exprime le changement.

# Le « franc parler » de Lutte Ouvrière

Contrairement aux autres organisations trotskystes, LO n'a pas ménagé ses critiques, sinon aux PC-PS, du moins, dans sa vision personaliste de la politique, à Marchais, Mitterrand et acolytes. Elle a néanmoins, à son ordinaire, appelé à voter au deuxième tour pour ce dernier, par suivisme envers l'opinion de la majorité des travailleurs : « Et je dis que si les travailleurs, à tort ou à raison, préfèrent Mitterrand, il faut faire l'expérience de Mitterrand » (recueil des interventions d'A. Laguiller, supplément à *Lutte de classe* n° 84, p. 7). C'est abdiquer complètement la responsabilité d'un parti révolutionnaire, qui est précisément d'éviter aux prolétaires de refaire constamment des « expériences » désastreuses et de leur montrer le chemin, à l'avant-garde de la classe, et non à sa queue.

Surtout, LO se félicite d'avoir présenté aux élections présidentielles une femme « au franc-parler », une candidate révolutionnaire. Mais pour dire quoi ? Là est la question ! Arlette s'est tellement identifiée à son public de « petites gens » qu'elle a complètement oublié que la classe ouvrière est une classe à part, avec ses intérêts propres, distincts de ceux de toutes les autres classes. Elle s'est adressée à « tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne, petits commerçants, artisans, paysans, qui produisent toutes les richesses et sur lesquels repose toute la société » (recueil des interventions, p. 2). Elle a même fait des appels du pied aux PME, « trompées » par Giscard et Chirac (p. 47). Elle s'est tellement identifiée aux femmes, à « toutes les femmes » qu'elle prétendait représenter, qu'elle s'est mise à faire des vœux pour

« qu'au soir du premier tour il y ait au moins une femme parmi les quatre premiers » (p. 3) et à affirmer que « si les femmes s'occupaient du budget de la nation, comme elles s'occupent du budget de la maison, elles choisiraient de consacrer l'argent des impôts à tout ce qui fait la vie quotidienne [...] plutôt qu'aux engins de mort » (p. 4). Thatcher, connais pas !

Comme tous les courants petits-bourgeois de toujours, LO veut se battre pour un gouvernement qui soit « à la fois bon marché et démocratique » (p. 16). Et de réclamer la décentralisation de l'Etat car cela permettrait de « faire l'économie des préfets ». Et de réclamer plus de police, mais une police... utile et proche de la population, qui serait « là où la sécurité de la population l'exigerait, dans les banlieues populaires ou la nuit, dans les métros, les bus et les rues désertes » (p. 15).

Enfin, au cours de la fête de LO, A. Laguiller a déclaré dans son discours du dimanche 7 juin que les travailleurs ne devaient pas demander tout tout de suite et, en même temps, que LO était la seule organisation politique méfiante à l'égard du PS. La manœuvre est claire : il s'agit, par un langage à relents révolutionnaires et des déclarations plus ou moins anti-PS, d'attirer les travailleurs combattifs dégoûtés par l'aplatissement du PC devant le PS, et tentés de chercher une issue révolutionnaire. En faisant preuve, elle aussi, de modération et de « réalisme », LO présente une fois de plus la classique mixture des centristes : phrase ronflante sur fond d'opportunisme indé-

# Le PCF à plat ventre

(suite de la page 1)

et peu propice à canaliser l'ardeur des franges les plus combattives qui tendent à leur échapper. Cela pousse à une double tendance : d'une part à une collaboration quotidienne toujours plus poussée avec la bourgeoisie et en particulier pour le renforcement de la machine de l'Etat... voyez la question de la police ! .. et en même temps une plus grande souplesse tactique dans le jeu des alliances gouvernementales, des formules d'appui de l'extérieur, d'opposition dans la collaboration, de participation sans participation, bref la multiplication du nombre des combinaisons de collaboration plus étroite et d'opposition apparente qui puissent paralyser les masses ouvrières ».

Deux attitudes sont possibles pour le PCF dans les conditions présentes. Ou bien soutenir le PS de l'extérieur, afin de pouvoir servir de « recours de gauche » en cas de réactions ouvrières. Cela détacherait encore de lui les secteurs déjà prêts à « aller à la soupe » ; une partie s'était déjà ralliée au candidat Mitterrand, l'autre partie devrait donc naturellement se porter maintenant au secours... de sa victoire.

Ou bien aller au gouvernement en suivant cette tendance irrésistible à la gestion. Mais cela se ferait au prix d'une perte accélérée, à terme, de ses restes d'influence sur des couches encore trompées par ses gestes théâtraux. Lui qui a constamment affirmé que sa participation au gouvernement était la condition d'un véritable changement, serait obligé de se contenter dans les conditions actuelles, de quelques strapontins minables pour mener la politique qu'il a prétendu combattre !

Qu'il opte pour l'une ou l'autre des attitudes entre lesquelles il est aujourd'hui tiraillé, le PC est condamné par ses principes, par son programme, par toute son orientation et sa tradition, à donner sa caution à un gouvernement PS, et à sa politique économique et sociale en particulier, ce qui l'oblige en cette période électorale à se coucher et à attendre, d'autant plus que ce n'est pas lui qui décide, mais ses maîtres, les capitalistes : c'est avec les bourgeois que le PS devra juger si oui ou non il est souhaitable d'associer dès à présent le PC au gouvernement.

En tout cas, même dans l'hypothèse la plus vraisemblable, celle du maintien du PC dans une opposition critique, le « grand parti révolutionnaire de notre temps » ne sortira pas grandi de l'épreuve aux yeux des prolétaires. Les volte-faces successives, la rupture de l'union de la gauche, puis l'aplatissement devant le PS pousseront les couches qui hésitent devant la lutte vers la social-démocratie, tandis que les secteurs prêts à la lutte ne pourront avoir qu'une méfiance accrue devant un parti qui est capable de se mettre si rapidement à plat ventre après avoir poussé tant de cris.

L'usure politique du stalinisme est un facteur favorable à la lutte prolétarienne, pourvu que le parti puisse le mettre à profit par une intervention ferme, solidement reliée au programme communiste révolutionnaire.

Kommunistisches Programm

## Les communistes et la lutte immédiate

Les communistes sont les défenseurs les plus résolus des revendications qui expriment les exigences réelles et urgentes de la vie des larges masses, qu'elles soient ou non compatibles avec la marche du capitalisme, alors que cette « compatibilité » est au contraire le premier souci des tenants de la politique réformiste et collaborationniste.

Les communistes combattent la politique de sabotage contre-révolutionnaire des bureaucraties réformistes. Celles-ci s'appuient sur les intérêts passagers et corporatifs de couches aristocratiques, qui aspirent à faire l'économie de la lutte et à maintenir leur situation de privilèges, pour prôner et solidifier l'alliance avec le patron et avec l'Etat capitaliste contre la masse des travailleurs des entreprises concurrentes, des catégories inférieures ou des travailleurs étrangers, particulièrement ceux des pays dominés par leur propre impérialisme.

En agitant la défense énergique des catégories les plus basses et en combattant les réactions aristocratiques et « protectionnistes », les communistes n'opposent nullement les intérêts d'une couche d'ouvriers à d'autres : ils luttent pour les revendications communes à toute la classe et donc celles qui sont susceptibles d'unifier ses rangs, par-delà les résultats immédiats de la lutte.

(Extraits du Manifeste du PCI - 1981)

### De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

# Augmenter le salaire de base !

Que représentent exactement les mesures sociales prises par le gouvernement Mauroy le 3 juin sous le signe du « juste milieu » ?

En chiffres d'abord. Pour être exact, le SMC n'a pas été augmenté de 10 % ; mais si l'on déduit les deux augmentations de rattrapage des prix déjà prévues le 1<sup>er</sup> juin et début juillet (3 et 1,5 %), d'environ 5 %. C'est à peu près le montant demandé par Bergeron, qui se définit lui-même comme « **soucieux plus qu'aucun des répercussions économiques** » (plus que les capitalistes eux-mêmes ?) (Le Monde du 5 juin 1981). Guère plus que les 5 % lâchés par Giscard en 1974, comme l'avait fait remarquer même un Krasucki. Et pourtant la CGT, qui parlait de 20 % tout de suite, reste tout sourire et se garde bien d'appeler à une réaction ouvrière...

Pas grand chose, donc, pour les quelques 300.000 salariés concernés (d'après les chiffres donnés le 4 juin par le CNPF). Assez toutefois pour donner du souci aux petites entreprises qui ne survivent que grâce à la surexploitation de leurs quelques ouvriers. A travers ces mesures comme au moyen des augmentations du taux de crédit, insupportables pour des trésoreries restreintes, le gouvernement Mauroy poursuit la politique entamée par le gaullisme, réaffirmée par Barre, de liquidation des « canards boiteux » : politique menée « par la bande », en laissant jouer librement les lois de la concurrence capitaliste. Le capitalisme français, en dépit des gémissements patronaux, détient un des records européens des bas salaires : il peut se permettre quelques ajustements dans ce domaine, pourvu qu'ils favorisent en même temps restructuration et concentration.

Avec le relèvement des allocations logement — 50 % d'augmentation concernant 3 millions 200.000 familles, plus la création de fonds d'aide aux locataires de HLM — ce gouvernement marche encore sur les tra-

ces de son prédécesseur, et par exemple, des orientations de la commission Delmon (à laquelle participait la CFDT) : rendre les petits locataires solvables, pour permettre aux propriétaires et aux offices de HLM de rentrer dans leurs frais ; faire ainsi cesser la grève « passive » des loyers trop lourds qui se pratique couramment dans les banlieues ouvrières, avec son cortège pesant de procédure et d'expulsions. Ceci permettra en même temps de continuer à augmenter des loyers et des charges dont le montant reste libre (pour le propriétaire s'entend).

Quant aux allocations familiales, elles seront provisoirement revalorisées de 25 %, en attendant une réforme des critères d'attribution. Notons d'abord que ce chiffre ne représente guère qu'un rattrapage, car tout le monde reconnaissait le retard important pris par les allocations, même par rapport à des salaires stagnants. 25 % de plus, cela porte l'allocation mensuelle de 250 à 320 F environ pour deux enfants ; de 710 à 890 F pour trois enfants, et 519 F pour le complément familial de salaire unique. Il n'y a pas encore là de quoi faire basculer les « choix » d'un ménage. Et, bien sûr, ces formes de compensation, vu le bas niveau des salaires sont une nécessité pour les familles ouvrières, qui comptent souvent un ou plusieurs chômeurs peu ou pas indemnisés. Mais, malgré tous ses développements fleuris sur l'intégration de la femme au monde du travail, malgré les escadrons de candidates aux législatives, face à la croissance du chômage, ce gouvernement résistera-t-il plus que l'autre à la tentation de renvoyer les femmes à la maison, par des augmentations un peu plus conséquentes des allocations ? Des allocations insuffisantes pour assurer une vie correcte à une famille ouvrière, mais assez importantes, comparées aux frais de garde des enfants et aux impôts, pour que la réclusion des femmes au foyer — avec toutes les illu-

sions de reclassement plus tard — apparaisse comme la seule solution raisonnable.

En 45, le gouvernement de front national chargé de la reconstruction avait mené une politique salariale de ce type, compensant (en partie) la faiblesse du salaire de base par des compléments familiaux, primes et allocations diverses qui finissent par représenter 28,5 % du salaire en 49, contre 8,5 % en 38. Mais le salaire de base de l'ouvrier célibataire avait pris un retard régulier par rapport à son niveau d'avant-guerre.

En même temps que les mesures du 3 juin, les journaux annonçaient justement la **baisse du pouvoir d'achat** ouvrier durant le premier trimestre 81.

Si les travailleurs ne réagissent pas, s'ils se laissent persuader de prolonger la trêve sociale, prêchée déjà depuis des années par des syndicats sous d'autres prétextes, la baisse de ce salaire de base continuera à s'accroître, ainsi que la baisse de tous les salaires non couverts par les accords contractuels, et on verra s'accroître en même temps la division entre les différentes catégories de travailleurs, hommes contre femmes, français contre immigrés, etc.

L'état de grâce est un état de torpeur qui promet des réveils amers, et du point de vue des intérêts immédiats et pour les capacités d'organisation des travailleurs. C'est pourquoi il faut soutenir et rendre efficace tout mouvement, même encore partiel et local, pour exiger la revalorisation des bas salaires, en particulier des salaires féminins, et l'augmentation des allocations de chômage.

Lisez et diffusez  
**EL PROLETARIO**

## Tendances du mouvement ouvrier au Brésil

(Suite de la page 3)

L'inculpation de Lula et d'autres dirigeants de la métallurgie pour atteinte à la loi de sécurité nationale, suite aux grèves illégales du début 80, ne doit pas cacher le fait que la bourgeoisie intervient directement dans les syndicats par le canal des « bonzes démocratiques ». En effet, le patronat a refusé de traiter désormais avec les syndicalistes officiels désignés par le Ministère, et a dû créer des « commissions gouvernementales » où les « représentants légitimes des travailleurs » réclamés par les patrons ne sont autres que... Lula, Marcilio et leurs compères ; c'est ainsi que sont négociées les conventions collectives cette année.

### Naissance d'une réelle tendance classiste

A côté de l'Opposition syndicale, inspirée par l'Eglise, dirigée par Lula et influente dans l'ABC, existent d'autres oppositions au syndicalisme officiel.

Il y a d'abord L'Unité syndicale, appuyée par le PC et sa « remorque guévariste », le Mouvement Révolutionnaire (MR-8). Cette prétendue opposition s'aligne en fait toujours davantage sur le vieil appareil bureaucratique qu'elle se propose de « conquérir par en haut », ce qui l'oblige à s'opposer aux travailleurs combattifs, mais elle garde un certain poids à Rio, où le mouvement est à la traîne, étouffé par l'atmosphère petite-bourgeoise de la ville, explicable par la prédominance du secteur tertiaire et des administrations.

L'opposition la plus intéressante est l'Opposition syndicale métallurgique, regroupée autour du journal Luta sindical, et bien enracinée à São Paulo, où elle a assumé la direction des grèves de 1978-79. Née d'une initiative de plusieurs groupes politiques pour résister à la répression étatique, elle a su conserver une autonomie par rapport à eux. Surtout, il s'est formé en son sein une tendance radicale qui met en avant les méthodes de lutte classistes et anti-collaborationnistes, malgré la présence de courants liés à l'Eglise, des trotskystes de l'ORCI et de divers groupes spontanéistes fortement enclins à la collaboration.

Tout en exigeant de ses membres une

activité constante d'agitation et de prosélytisme, Luta sindical est le type même d'une organisation ouverte qui n'impose pas à ses adhérents de préalable programmatique et accepte les militants politiques, malgré sa méfiance générale à l'égard des partis. Elle se caractérise par son effort pour se lier aux luttes et pour relier ces dernières entre elles, et a constitué un facteur important de la formation des commissions d'usine et des comités de grève dont nous avons signalé le rôle dans les grèves de 1978-79.

Naturellement, un tel organisme n'est pas exempt de faiblesses, notamment à cause du poids des courants opportunistes qui limitent dans les faits son opposition proclamée au syndicalisme officiel en tenant à réagir trop exclusivement à la « vie » de l'appareil officiel, ce qui est un gros handicap pour sa continuité d'action. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une tendance réelle de secteurs de la classe ouvrière à se réapproprier les armes de la lutte de classe et à se doter d'une organisation stable et disciplinée pour la lutte quotidienne contre le capital.

L'avenir dira si les limites d'un tel organisme peuvent être dépassées. En tout cas, les communistes révolutionnaires feront tout, par leur participation active au travail d'organisation, de préparation et de direction des luttes, ainsi que par leur propagande, pour qu'elles le soient.

### — Proletário

Nous saluons avec enthousiasme la parution de ce nouveau périodique en langue portugaise pour le Brésil. Le premier numéro, daté de mai 1981, affirme la nécessité du parti international de classe. Il contient des articles sur la « campagne syndicale » pour les salaires dans la métallurgie, la guerre civile au Salvador et la tentative de coup d'Etat en Espagne, l'attitude marxiste sur la question de la Constituante, la nécessité de préparer une riposte de classe à la « terreur blanche », la lutte contre le chômage, et sur le fameux Parti du Travail fabriqué par les bonzes. Tous nos encouragements pour nos camarades qui veulent faire de cet organe « une arme pour l'organisation de l'avant-garde prolétarienne » au Brésil !

## L'autre face du Front populaire : la réglementation du droit de grève

Quand il est question du Front populaire, on ne parle en général que des 40 heures, des congés payés, de l'augmentation des salaires, c'est-à-dire des mesures sociales que le gouvernement Blum a prises devant l'agitation croissante des travailleurs. Mais deux aspects sont passés sous silence, du moins par l'opportunisme. Celui-ci veut cacher que ces revendications ont été arrachées par la lutte, les grèves, les occupations, etc. Mais aussi qu'elles se sont accompagnées de contreparties destinées à empêcher la reprise de la lutte de classe, afin de ne pas compromettre l'équilibre financier du capitalisme français et la collaboration de classe nécessaire à la préparation de la guerre qui s'annonçait (rappelons que le gouvernement de Blum vota un budget militaire de 14 milliards de francs. L'état-major en réclamait... 10).

Sur le plan social deux procédures furent mises au point : la première portait sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire, la deuxième sur ce que Blum appelait le « statut démocratique de la grève ». Dès juillet 1936, pour régler les conflits qui se poursuivaient encore, le gouvernement institua dans chaque département une commission, présidée par le préfet et composée en nombre égal d'employeurs et d'employés, dont le but était d'arriver à régler les conflits en suspens par la conciliation. Mais cette première mesure était insuffisante. Fin septembre le gouvernement Blum procéda à une dévaluation du franc. On pouvait craindre la reprise des grèves sur une large échelle. Aussi l'article 15 de la loi sur la dévaluation prévoyait-il d'organiser, « au cas où avant le 31 décembre 1936, une hausse notable du coût de la vie viendrait à se produire par rapport aux indices du 1<sup>er</sup> octobre 1936 », des « procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires » en vue du règlement « des différends nés des conséquences de cette hausse ». La loi sur la conciliation et l'arbitrage fut votée le 31 décembre. L'article 1<sup>er</sup> disait : « Dans l'industrie et le commerce tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbi-

trage avant toute grève ou tout lock-out » ; et l'article 5 : « L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer, aux lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration, dans le respect du droit mutuel des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale » !

La procédure fut précisée à la mi-janvier 1937. Quand un conflit n'avait pas pu « être réglé par les parties », le différend était porté devant la commission départementale de conciliation. Si le conflit n'était pas réglé au bout de 4 jours, il était porté devant la commission mixte paritaire de conciliation. S'il n'était pas réglé au bout de 4 jours, on saisissait la commission nationale interprofessionnelle de conciliation, puis, au bout de quatre jours encore un arbitre et, enfin, trois jours plus tard, un surarbitre !

On ne peut pas dire que le gouvernement Blum ait lésiné sur les moyens pour empêcher la grève. Cependant, comme deux précautions valent mieux qu'une, Blum annonça en décembre 36 à la Chambre qu'il fallait compléter le système de l'arbitrage obligatoire parce que celui-ci, « en supposant même son application complète et parfaite, laissera toujours, malgré tout, un certain nombre de failles, où des possibilités de grève peuvent continuer à se nicher ». Il renouait ainsi avec la tradition du gouvernement Waldeck-Rousseau de 1900, avec son ministre du travail Millerand.

A la loi qui, comme Blum le rappelait au cours de la même séance, « tend à substituer à la guerre sociale la conciliation et l'arbitrage à la solution des conflits », il fallait ajouter le « statut démocratique de la grève ». A l'avenir celle-ci ne pourrait être déclenchée que si elle était votée à bulletins secrets par la majorité des travailleurs. Ainsi seraient évitées les grèves décidées par une minorité... Cette loi ne fut pas votée avant la démission du gouvernement Blum en juin 1937.

(Suite page 8)

# A propos des grèves de la faim

Nous assistons ces derniers temps à la multiplication des grèves de la faim. Grèves de la faim des prisonniers politiques irlandais pour exiger des conditions de détention moins inhumaines, grèves de la faim des prolétaires agricoles andalous pour exiger un emploi ou du moins de quoi survivre, grèves de la faim des travailleurs et jeunes immigrés en Hollande, en France contre les expulsions et pour la régularisation des sans-papiers. Ces mouvements se déroulent dans une situation marquée par l'approfondissement de la crise capitaliste et l'accentuation de l'oppression bourgeoise, mais aussi par l'absence d'un mouvement de classe capable de faire face aux attaques de la bourgeoisie sur le terrain de la force. Ce n'est pas un hasard par exemple que les grèves de la faim ressurgissent dans l'immigration en France après le reflux et la démoralisation qui ont suivi la défaite de la longue lutte des foyers.

Nous devons donc partir de ces considérations pour pouvoir apprécier à sa mesure exacte le phénomène des grèves de la faim. Il ne suffit pas de rappeler des considérations justes en général et les vraies méthodes de classe, au moment où des prolétaires désespérés se mettent à faire la grève de la faim dans l'espoir d'arracher quelque chose. En effet, le recours à la grève de la faim lui-même reflète la dispersion et par là-même la faiblesse momentanée de la classe ouvrière. Il s'agit donc de commencer par expliquer cela aux prolétaires combattifs qui risquent encore de se démoraliser en voyant leurs frères de classe dans le désespoir.

Ensuite, tout en étant guidés par la ferme conviction que les prolétaires n'arracheront leurs revendications que s'ils opposent à la force de la bourgeoisie leur force à eux fondée sur leur union et leur organisation sur des bases de classe, il faut travailler à favoriser les conditions matérielles qui permettent aux prolétaires qui recourent aujourd'hui à la grève

de la faim d'être réceptifs à un langage classiste pour ne pas dire disponibles pour la lutte de classe ouverte.

Prenons un exemple. Des travailleurs immigrés ont fait grève à Massy pour obtenir leurs papiers. La solution qu'ils ont trouvée reflète la situation terrible qui leur est faite. Penser que ces travailleurs ne se sont pas organisés sur le terrain de la lutte directe uniquement parce qu'on ne leur a jamais parlé de méthodes de classe serait très simpliste. Dans une discussion avec le premier travailleur venu, on a la réponse suivante : « c'est vrai qu'il faut s'organiser et lutter, mais... comment... avec qui... vous voyez combien on est... ». Il faut donc partir de cette situation de faiblesse réelle pour arriver à construire l'un après l'autre les éléments de force dont les prolétaires ont besoin pour pouvoir passer à l'action de classe développée.

Dans le cas que nous avons cité, les démocrates (curés, représentants de la MTF) n'hésitent pas à enfermer carrément les prolétaires en grève de la faim, empêchant tout contact et toute discussion avec eux sous prétexte qu'ils ne peuvent pas discuter parce qu'ils sont fatigués. Dans ces conditions, le premier travail à mener consiste à briser le mur de l'isolement qui entoure ces prolétaires. Avant même d'aller parler à ces prolétaires de la nécessité d'empoigner les méthodes de classe, il faut aller faire un travail d'information, de sensibilisation et d'appel à la solidarité parmi les travailleurs d'autres quartiers, dans les boîtes, etc.

A la différence de la grève de la faim de Massy, qui s'est fixé un objectif limité, celle de Lyon a donné aux jeunes immigrés prêts à se sacrifier pour la lutte, un objectif trop général qui n'aurait pu être atteint que par le jeu de forces qui les dépassaient largement : en l'absence d'une force de classe organisée, ils ont ainsi été conduits à tirer les marrons du feu pour des courants comme l'Eglise ou les démocrates PS-CFDT. Ces forces ne

visent pas à organiser les travailleurs contre les discriminations et l'oppression capitaliste : elles utilisent la grève de la faim pour « sensibiliser et émouvoir l'opinion publique » sur le danger que fait subir à la paix sociale le maintien de certaines discriminations, et elles jouent sur la pitié des couches petites bourgeoises et de bonnes âmes charitables, ce qui contribue à perpétuer la dépendance des travailleurs à leur égard.

Pour ce qui concerne les prisonniers politiques, on assiste là aussi à la même démarche humanitaire que nous avons déjà rencontrée dans l'immigration de la part de l'Eglise et des courants démocratiques. Mais nous pouvons aussi concevoir l'utilisation de l'arme de la grève de la faim comme instrument d'agitation et même comme instrument de participation au mouvement prolétarien et révolutionnaire. Il s'agit d'apprécier selon les cas si la grève de la faim en question s'intègre ou pas dans un mouvement de masse à l'extérieur. Prenons là aussi un exemple. Après l'arrestation de 24 militants en Algérie à la suite des émeutes de Tizi-Ouzou, il y avait un mouvement de masse incontestable qui exigeait leur libération. Forts du soutien populaire, les 24 emprisonnés ont entamé une grève de la faim pour exiger le libre choix de leurs défenseurs et l'autorisation de voir leurs familles. Il ne s'agissait pas seulement d'un acte défensif qui s'intègre dans un mouvement plus général contre la répression bourgeoise. Il prend aussi dans une certaine mesure un aspect offensif puisque les emprisonnés ont fait en prison une déclaration politique où ils réaffirment leurs idées et leur pleine solidarité avec le mouvement.

Ce sont là quelques éléments qui permettront à nos lecteurs d'avoir une appréciation du phénomène des grèves de la faim qui tiennent compte des différentes situations dans lesquelles se déroule la lutte de classes. Nous reviendrons sur le sujet.

## Libération de tous les prisonniers politiques !

Il y a environ 200 prisonniers politiques actuellement dans les prisons françaises. Une partie est constituée par des militants autonomistes basques, bretons ou corses, le reste comprend des militants anti-impérialistes guyanais et antillais, sans oublier les militants et prolétaires d'Action directe et des NAPAP.

Dernièrement, le gouvernement Mauroy a laissé planer l'éventualité d'une amnistie. On a parlé de 200 libérations, puis de 72, et c'est finalement une trentaine de détenus qui ont été libérés le vendredi 5 juin. Le gouvernement a promis une autre fournée pour le 12.

On doit évidemment combattre la volonté des bourgeois de trier les « bons » prisonniers des « mauvais ». Sans se faire la moindre illusion sur la portée de ce « coup d'éponge », il reste le besoin d'arracher les prisonniers politiques, tous les prisonniers politiques, à la prison. Ce ne sont pas les larmes de crocodile sur leur sort qui le permettront, mais la préparation d'un mouvement brisant le mur de l'isolement et de l'indifférence.

Si l'Etat parvient à garder une partie des détenus en échange de la libération d'une autre, ce serait un coup sévère porté à tous ceux qui s'opposent à l'oppression capitaliste.

Non aux QHS ! Libération de TOUS les détenus politiques !

## Combien de prisonniers politiques en France ?

Selon Le Monde du 9 juin, il y aurait 628 prisonniers politiques dans les prisons françaises, après la libération des 31 amnistiés : 492 opposants à l'armée et 136 autres.

Le Monde recense 50 autonomistes Corses, 18 Bretons, 26 Basques (dont 25 Espagnols), 1 Guyanais, 1 Guadeloupéen, 11 militants d'Action Directe, 13 condamnés pour espionnage, 16 condamnés de droit commun pour des motifs politiques, ce qui fait, après la libération des 31 amnistiés, un écart de plus de 30 personnes avec le chiffre de 200 prisonniers politiques cité par Libé quelques jours avant. C'est que le chiffre des 16 Droit commun est largement sous-estimé : où sont par exemple passés les NAPAP ?

Le recensement des prisonniers politiques reste à faire !

## « L'Humanité Rouge » et la durée du travail

Dans la « Tribune de discussion » publiée dans son n° 1232, L'Humanité Rouge nous parle de sa vision du « socialisme » en France, ou plutôt du « pouvoir des travailleurs » car, pour le PCML comme pour tous les groupes maoïstes, le « socialisme » implique encore des classes et un Etat.

Dans cette tribune qui, d'après la rédaction, « ouvre des horizons passionnants », HR explique pourquoi elle est pour la semaine de 30 heures sous le « socialisme ». S'agirait-il par hasard de soulager la peine des ouvriers et de leur permettre de participer à la vie politique ? Vous n'y pensez pas ! Dans l'optique nationaliste et stakhanoviste qui est celle de HR, une telle mesure devra se faire parallèlement à l'augmentation de la productivité et sans nuire à la compétitivité sur le marché international. Ses avantages ? En premier lieu, l'amortissement du matériel grâce à un système de travail en équipes : trois jours par semaine à raison de dix heures par jour, (quel cadeau !). La disparition du chômage et l'amélioration des conditions de travail (avec dix heures par jour !) ne viennent qu'en deuxième lieu dans la liste des avantages. En troisième lieu, vient l'économie d'investissements grâce à la meilleure utilisation des machines et des locaux industriels, qui devront être utilisés à plein. On ne saurait mieux se mettre dans la peau du capitaliste exploitateur de la force de travail. Le « socialisme » proposé par HR n'est qu'une mauvaise copie du système qui aujourd'hui écrase les ouvriers.

Sous la dictature du prolétariat nous sommes, nous, pour la réduction massive de la journée de travail compatible avec les besoins de la guerre civile, ce qui sera devenu possible grâce au partage du travail entre tous, pour réduire autant que possible la fatigue des ouvriers, et leur permettre de participer aux affaires de l'Etat, et pour passer au plus tôt à moins de 4 h par jour. Sous le socialisme, la réduction de la journée de travail sera plus draconienne encore, et le travail, perdant sa pénibilité, deviendra une libre activité et le « premier besoin de l'homme ».

# Le PS et les jeunes immigrés

Nous avons rappelé dans notre dernier numéro que, d'après son Manifeste, le PS n'entend nullement arrêter les expulsions en général, mais seulement annuler les expulsions « non motivées ». Cette attitude est logique de la part du PS qui est pour le contrôle et l'arrêt de l'immigration. Il vient de confirmer dans la pratique sa position hypocrite. Gaston Defferre, nouveau ministre de l'intérieur, a suspendu l'exécution des mesures d'expulsion des immigrés résidant en France « dans l'immédiat et à titre provisoire, sauf exception justifiée par une nécessité impérieuse d'ordre public ». Les expulsions peuvent donc continuer sous prétexte de sauvegarde de l'ordre public sans parler de celles des travailleurs non-résidents sans papiers (dans leur jargon, il ne s'agit pas d'une expulsion mais... d'un refoulement ; vous voyez la différence ?).

Mais là où la politique de l'immigration du PS est encore plus démagogique et trompeuse, c'est en ce qui concerne le statut des jeunes de la deuxième génération. Dans ce domaine l'orientation arrêtée par Defferre est la suivante : « L'expulsion ne sera plus appliquée aux jeunes étrangers nés en France, ou qui y sont arrivés dans leur plus jeune âge. La France est leur pays. S'il leur arrive de commettre un délit, ils seront livrés à la justice, mais ne seront plus contraints, à l'expiration de leur peine, de gagner un pays dont ils ne connaissent souvent même pas la langue » (Le Monde du 28-5-81).

Quel est le fond du problème dans la réalité ? D'abord, les bourgeois eux-mêmes sont convaincus chaque jour davantage de l'impossibilité pratique pour les pays d'origine d'organiser les conditions minimales d'une réinsertion des jeunes de la deuxième génération. Les facteurs qui fondent cette impossibilité sont multiples. Les principaux se situent à

trois niveaux : l'emploi, le logement et enfin la différence existant entre le mode de vie prévalant dans le pays d'origine et celui qui prévaut en France. La revue Hommes et migrations explique dans son n° du 15 février 1980 qu'« il serait illusoire d'envisager des retours massifs de jeunes de la seconde génération à court terme. Dans leur très grande majorité, les jeunes étrangers scolarisés en France, n'accèdent pas à une formation professionnelle débouchant sur une qualification reconnue. Connaissant toutes les difficultés qu'il y a à trouver un emploi peu ou pas qualifié dans leur pays, on comprend que peu d'entre eux soient disposés, dans ces conditions, à entreprendre l'effort et le risque d'une nouvelle adaptation à un pays qui est d'abord celui de leurs parents avant d'être le leur... ».

Dans ces conditions, les bourgeois « éclairés », il n'en manque pas au PS, savent pertinemment que les jeunes de la seconde génération expulsés ont tendance à revenir, au bout de quelques mois, d'une manière ou d'une autre. Alors, autant économiser les frais de procédure ! Mais ce n'est pas tout. Au-delà d'une certaine proportion, l'expulsion des jeunes immigrés risque de créer des problèmes de nature à aggraver l'instabilité de l'équilibre déjà fragile des pays d'origine. Or, le PS est avant tout un parti social-impérialiste. Son souci est de maintenir les privilèges de la France dans les pays exportateurs de main-d'œuvre et de sauvegarder l'ordre impérialiste en Afrique. Il ne peut pas être indifférent aux conséquences sociales d'un retour « précipité et anarchique » (pour employer les termes de la bourgeoisie algérienne, inquiète plus que toute autre des risques de l'expulsion massive des jeunes de la seconde génération). Le PS fait ainsi d'une pierre deux coups. D'une part, faisant de nécessité vertu, il se donne une « bonne » image de marque. D'autre part, il ne manquera pas

de faire payer cette mesure aux bourgeoisies des pays d'origine, en jouant sur cette carte pour s'affirmer dans d'autres marchandages (pétrole et gaz algériens par exemple).

Reste à savoir maintenant les orientations concrètes qui vont guider le gouvernement de gauche dans la réalisation de ses projets. En effet, si le retour au pays s'avère impensable pour les jeunes, il n'est pas dit non plus que les travailleurs de la « première génération » accepteraient facilement de partir sans leurs droits élémentaires alors qu'ils ont perdu leur jeunesse et leur santé en France et alors même que la crise et le chômage sont plus importants dans les pays d'origine. La manœuvre qui consiste à diviser la classe ouvrière en « première » et « seconde » génération est à la longue vouée à l'échec. Par ailleurs, les bourgeois eux-mêmes reconnaissent que l'assimilation n'est pas plus heureuse pour eux que le retour au pays et ne peut pratiquement pas concerner les travailleurs de la « première » génération. En France par exemple, sur une population immigrée de 4 millions de personnes, il n'intervient chaque année que 50.000 naturalisations. Reste la solution que les bourgeois appellent « intégration », c'est-à-dire l'adaptation des jeunes de la seconde génération à la société d'accueil (c'est-à-dire dans les conditions actuelles l'adaptation au chômage !) avec la sauvegarde du fameux « droit à la différence ».

Gageons que malgré l'existence au sein de la seconde génération d'un courant susceptible de se laisser entraîner dans le piège des propositions « culturelles » que pourrait pondre le Ministère du Temps Libre, la situation précaire qui est faite aux prolétaires sans-réserves de la seconde génération ne pourra que les pousser à la révolte sociale dont leurs camarades de Brixton ont donné l'exemple.

# Leçons du Congrès de Livourne (1921)

Reprenant le fil de précédents rapports, l'exposé sur le Congrès de Livourne et sur sa préparation a cherché à répondre à la question : comment et pourquoi l'Italie a-t-elle pu voir la scission du vieux parti italien prendre, à la différence de ce qui s'est passé dans tous les autres pays européens, une forme aussi nette, aussi radicale, et entièrement conforme aux exigences des 21 « conditions d'admission » votées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC ?

On doit chercher la réponse avant tout dans le fait qu'existaient en Italie ce qui faisait défaut en Allemagne et surtout en France : un courant de gauche organisé qui n'avait pas attendu la seconde moitié de l'année 1920 pour se placer sur les positions du marxisme révolutionnaire ; qui avait derrière lui une tradition de lutte pour la défense intransigeante du marxisme, marquée en particulier par son attitude face à la guerre impérialiste ; qui était le seul en Europe centrale et occidentale à s'être rangé — non sous l'effet de suggestions passagères mais du fait d'une convergence naturelle et durable — dans le même camp que les bolchéviks sur les questions centrales du rôle du parti, de la révolution et de la dictature du prolétariat comme voie de passage unique et obligatoire au communisme, ainsi que sur tout de ce qui découle de ces principes pour la stratégie et la tactique de la préparation à la conquête du pouvoir ; qui, donc, à l'inverse des autres « gauches » européennes, n'avait aucune réserve à opposer aux Thèses constitutives de l'Internationale Communiste et qui exigeait au contraire qu'elles soient acceptées en bloc et appliquées de la façon la plus rigoureuse possible.

C'est à ce courant, représenté jusqu'aux derniers mois de 1920 par la Fraction Communiste Abstentionniste et par son organe *Il Soviet*, que l'on doit l'acceptation des Thèses de l'IC et l'analyse qui fut à la base de cette adhésion : les Thèses ne furent pas acceptées parce qu'on aurait jugé que la situation en Europe et, en particulier en Italie, était « pré-révolutionnaire » ; au contraire, tout le monde sait que dans les mois qui précédèrent

Livourne, nous disions ouvertement que le mouvement social était sur le reflux et que l'occupation des usines elle-même en était la preuve, non seulement à cause de la façon dont elle s'était terminée, mais aussi de la capacité qu'avait montrée le réformisme à la contrôler du début jusqu'à la fin. Les Thèses furent acceptées parce qu'elles résumaient les points essentiels de la doctrine marxiste, rétablie dans ses fondements par Lénine et les bolchéviks contre les déviations opportunistes et la trahison social-chauvine et confirmée par les dramatiques expériences faites par le prolétariat pendant la guerre et l'immédiat après-guerre.

C'est à ce courant qu'on doit — les nombreux textes de l'époque et, en particulier, l'article *Vers le Parti Communiste* du 23-12-1920 le montrent bien — d'être allés à Livourne avec la ferme décision de ne soumettre en aucun cas au verdict d'un parti intérieurement divisé ce qui avait été l'objectif constant de la campagne qui avait précédé le congrès, à savoir « la constitution d'un nouveau parti », seule Section nationale de l'IC. Et cela, que la fraction communiste obtienne la majorité ou que, comme l'histoire le décida (et d'ailleurs ce ne fut pas une surprise), elle reste minoritaire.

C'est à lui qu'on doit que la motion qui avait été mise au point dès le mois d'octobre (il s'agit de la motion dite « d'Imola ») ait été mise aux voix sans qu'y soit introduite la « moindre modification ou atténuation » parce qu'elle était la seule qui adhérait point par point aux « 21 conditions » et aux autres thèses des deux premiers congrès de Moscou. Voilà pourquoi c'est à ce courant que l'on doit la base unique sur laquelle confluent dans le PC d'I courants et militants isolés, de formation hétérogène, sans que soit faite la moindre concession dans le style des congrès de Halle et de Tours, pour entraîner leur adhésion.

Il est vrai que la tâche de la Gauche communiste « orthodoxe » fut facilitée par la profonde crise du maximalisme, qui, au lieu de suivre de mauvaise grâce la droite s'était fait en Italie le fer de lance

de l'opposition aux soi-disant « diktat » de Moscou, rendant ainsi plus visible son propre rôle contrerévolutionnaire ; il est vrai qu'autour de l'axe de notre fraction s'aggrégèrent les forces éparses de groupes désormais pratiquement dissous ou en pleine crise, comme celui de l'*Ordine Nuovo*, groupes qui étaient incapables de représenter et qui ne représentèrent pas de fait au cours des deux années suivantes, le moindre obstacle au développement vigoureusement homogène et à la puissante conscience de militantisme révolutionnaire que présentait le nouveau parti. Mais ces conditions objectives favorables seraient restées inopérantes sans le fil conducteur d'une élaboration théorique qui fut en Italie l'œuvre exclusive de notre fraction et qui permettait — comme le montre essentiellement le « Rapport » présenté à Livourne — d'éclairer le phénomène de l'opportunisme dans toutes ses variantes et de le ramener à des racines matérielles bien précises, indissolublement liées au cours mondial de l'impérialisme ; de montrer que les alignements politiques au sein de la classe ouvrière devaient être envisagés dans leur nécessaire détermination et, comme tels, prévus dans leur évolution ; et que les grandes directives tactiques du mouvement communiste devaient être comprises et appliquées comme *universellement valables*, et non subordonnées à des évaluations locales et contingentes, pour la raison qu'elles sont inséparables d'un corps invariant de lois et de principes généraux.

C'est aussi pour cela que le Programme de Livourne, articulé dans ses fameux dix points, ne contient rien qui contraigne à se référer à la section italienne de l'IC plutôt qu'à une autre. C'est aussi pourquoi la Motion qui l'accompagne, tout en affrontant spécifiquement les problèmes que le parti sera appelé à résoudre dans son aire géo-historique propre, en indique la solution sur la base d'acquis théorico-programmatiques de portée mondiale ainsi que d'une analyse scientifique (et donc non occasionnelle) du « terrain » de la lutte. C'est pourquoi nous pouvons et nous devons nous reporter aux textes

d'alors comme à un patrimoine toujours vivant, à un guide sûr. Il est donc dénué de sens de se demander si on n'aurait pas pu ou s'il n'aurait pas mieux valu tailler encore plus à gauche, puisque, indépendamment du fait qu'on ne change pas l'histoire avec des *si* et des *mais*, l'essentiel n'était pas et ne sera jamais d'ailleurs qu'il n'entre dans le parti que des hommes « complètement de gauche », il était que le programme soit « complètement à gauche » et que son application soit rigoureusement cohérente.

Ces points et d'autres encore ont été largement illustrés, dans le but d'en tirer les leçons les plus décisives pour aujourd'hui et pour demain. Il est peut-être utile d'ajouter que ce n'est pas démentir le rôle déterminant revendiqué par notre courant dans la scission de Livourne que d'affirmer, comme nous le faisons dans nos *Thèses caractéristiques* (Partie IV, point 12), que « le parti n'est pas la filiation de la fraction abstentionniste ». En effet ce qui nous distinguait alors et nous distingue encore aujourd'hui, ce n'est pas la question, *en soi* relativement secondaire, de la tactique abstentionniste dans les élections politiques et administratives ; ce qui nous distinguait alors comme aujourd'hui, ce sont les questions de fond, agitées depuis 1912 mais surtout au cours de la guerre et en 1919-1920 par *Il Soviet* et concernant la doctrine tout entière, le programme et les principes du communisme, des questions de fond qui, quoique surgies de problèmes essentiellement tactiques, furent soulevées dans les années suivantes au sein de l'Internationale par notre courant. Une fois de plus l'élément distinctif qui caractérise un courant, un groupe, un parti, etc., ne doit pas être cherché dans des contingences spatiales ou temporelles, mais dans des constantes valables dans des aires et à des époques différentes : ce n'est que sur la base de ces constantes que peuvent trouver une importance durable et non occasionnelle les applications pratiques particulières, c'est-à-dire tactiques et organisationnelles, des thèses de principe qui guident et doivent guider le parti de classe.

## Mur du silence autour des grèves des mineurs des deux Amériques

(suite de la page 4)

magnifique bataille que nous saluons ici ne manquera pas de laisser un souvenir agissant dans la mémoire du prolétariat américain.

\*\*\*

Il a fallu l'arrestation de plusieurs ouvriers au cours d'une manifestation non autorisée à Santiago du Chili, pour que notre presse démocratique daigne évoquer — le plus laconiquement possible — la grève des mineurs actuellement en cours dans le paradis terrestre du colonel Pinochet. En fait, la mine de cuivre « El Teniente », située à environ 150 km de la capitale, la deuxième du pays et un des plus grandes du monde, était déjà arrêtée depuis le 22 avril. Ses 10.000 mineurs ont complètement cessé le travail en exigeant une augmentation de salaire de 10 % alors que la compagnie étatisée Codelco leur en offrait 2 %. La presse démocratique, surtout celle des partis « ouvriers », ne manque pas une occasion de monter en épingle les avatars de tel ou tel antifasciste bourgeois du Chili, mais elle préfère escamoter la bataille héroïque des mineurs, grossiers, misérables et difficiles à contrôler.

Il fallait chercher dans les petites notes du *Monde* pour apprendre le 24 mai que les mineurs auraient accepté le 22, après un mois de grève qui a fait perdre plus de 35 millions de dollars à la compagnie et donc à l'Etat, les dernières propositions de la direction. Information démentie dans un petit coin le 28 : « les dix milles travailleurs de la mine de cuivre d'El Teniente, la plus grande mine de cuivre du monde à ciel ouvert, ont décidé mardi de poursuivre leur mouvement de grève commencé il y a trente-cinq jours. Les travailleurs réclament une augmentation variant de 10 % à 18 % de leurs salaires ».

Cette grande lutte sans quartier est certes moins « intéressante » et moins propre à rapporter des voix aux élections que les plans et projet de réformes socialistes qui remplissent notre presse. On se demande si on aura encore des nouvelles de son déroulement ou si le black-out journalistique l'enterrera complètement. Que les combattants d'avant-garde du prolétariat latino-américain trouvent au moins ici l'expression de notre solidarité !

## L'autre face du Front populaire

(suite de la page 6)

Mais la loi sur la conciliation marcha à plein. G. Lefranc indique dans son *Histoire du Front populaire* que pendant les années 1937-38 « douze mille conflits environ ont été soumis à la procédure prévue », les deux tiers (les moins importants) ayant été réglés aux échelons inférieurs, le tiers restant par un surarbitre.

La leçon ne doit pas être perdue : la social-démocratie, et l'opportunisme en général, mettent tout en œuvre pour empêcher la classe ouvrière de se défendre : concessions, matraque, procédures légales. On peut être sûr que les concessions que fera le gouvernement de gauche s'accompagneront de mesures de répression physique et légale si la paix sociale est menacée.

## Merveilles du capitalisme

• Comme dans tous les domaines, la manière bourgeoise de résoudre le problème de la faim dans le monde ou, à un autre niveau, de la « planification familiale » brille par la génialité ! Selon l'école d'hygiène et de santé publique John Hopkins, le nombre de ceux, hommes et femmes, qui se sont laissés plus ou moins volontairement stériliser, a quintuplé dans les dix dernières années, jusqu'à atteindre dans le monde entier 100 millions, dont 40 en Chine, 25 en

Inde et 4,5 en Amérique Latine. C'est ainsi qu'on cherche, par l'oppression et même la violence, à résoudre un problème posé par le capitalisme. Idéal suprême : être châtré !

• « En 1979, trois lombards sur quatre sont morts du cancer ou d'une maladie du système circulatoire. Cette donnée préoccupe les techniciens de la santé en raison d'une circonstance que la recherche scientifique et l'expérience quotidienne confirment avec une insistance alarmante : les liens toujours plus étroits que l'on peut constater entre les maladies et les conditions de vie toujours plus conditionnées par des facteurs de risque. Les noms de ces menaces constantes sont connues : la pollution de l'eau, de l'air, du sol ; l'alimentation, où abondent les aliments et les boissons « truquées » avec des additifs chimiques ou « contaminés » par des antibiotiques et des oestrogènes administrés aux animaux ; les locaux de travail, basés sur des systèmes productif étudiés bien plus pour les machines que pour les hommes ». Le *Corriere della Sera* du 28-5 dont nous tirons cette note réussira-t-il jamais à reconnaître dans le capitalisme le « facteur de risque » par excellence, dont les autres ne sont que des dérivés ?

## Honneur à nos frères marocains !

Le gouvernement avait annoncé vendredi dernier des hausses brutales des prix des produits alimentaires : jusqu'à 85 % pour l'huile, la farine, le sucre, le lait, etc. Dans la nuit du samedi au dimanche, il a dû réduire de moitié ces augmentations, « justifiées » par le besoin de réduire les charges de l'Etat qui s'épuise dans une guerre bestiale d'oppression et de pillage au Sahara.

Ce recul, il ne l'a pas fait tout seul : il y a été aidé par les manifestations et les grèves spontanées qui ont éclaté, notamment à Casablanca et à Borkane (région d'Oujda).

Les prolétaires et les masses exploitées marocaines suivent aujourd'hui l'exemple donné par leurs frères égyptiens et polonais dans des conditions identiques, et rompent le « bloc des classes » réalisé avec la marche verte. Honneur à eux !

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 12, rue du Pont,  
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant SARO  
Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS  
Distribué par les NMPP  
No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926